

GUINEE : LA MORT DU VIEIL ELEPHANT

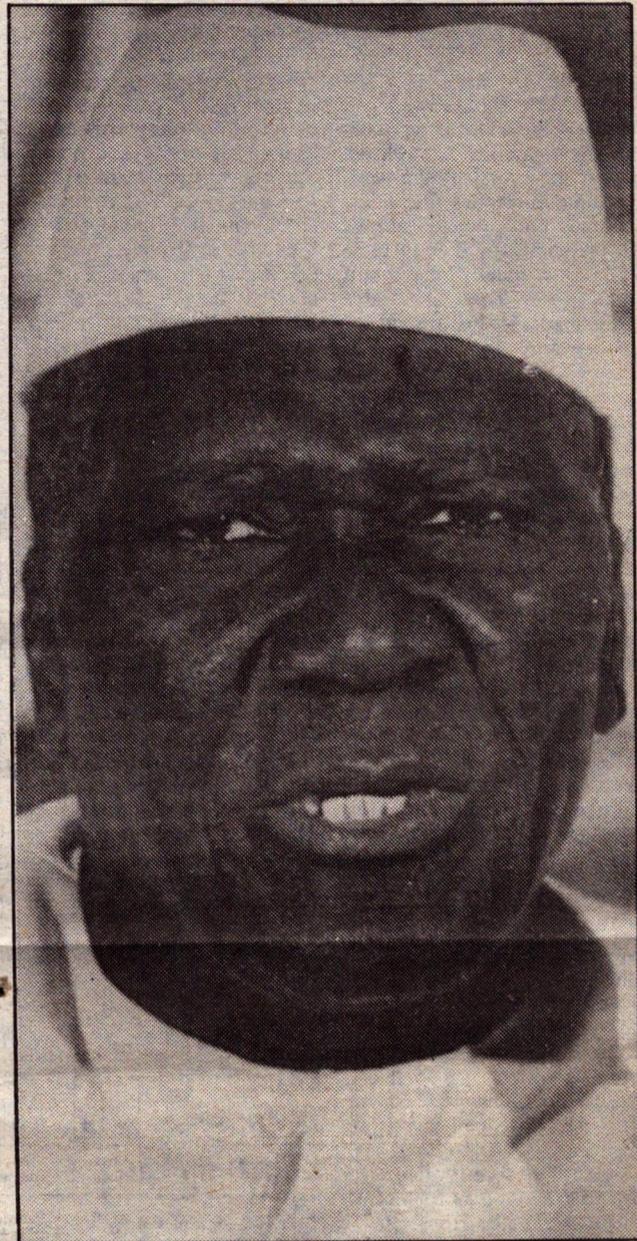
Ahmed Sékou Touré, l'homme qui en 1958 avait dit « non » à de Gaulle, est mort lundi soir à Cleveland (Etats-Unis), au cours d'une intervention chirurgicale. Sa succession s'annonce difficile

Ahmed Sékou Touré, soixante-deux ans, est mort dans la nuit de lundi à mardi à l'hôpital de Cleveland (Etats-Unis), lors d'une intervention chirurgicale d'urgence, à la suite d'une hémorragie interne.

Un deuil national de quarante jours a été décrété en Guinée, et ses funérailles auront lieu vendredi prochain. La mort soudaine de Sékou Touré prive celui qui pendant plus d'un quart de siècle a dirigé la Guinée de l'honneur d'accéder à la présidence de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), lors du sommet prévu à Conakry en mai prochain, et pour lequel il avait déployé de très grands efforts.

Plusieurs milliers de militants du parti unique guinéen se sont rassemblés hier au Palais du peuple pour rendre hommage à Sékou Touré. Sa succession s'annonce

d'autant plus difficile que la Constitution guinéenne, qui date de 1958, prévoit uniquement qu'en cas de vacance de la présidence « le gouvernement révolutionnaire reste en fonction pour expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau chef de l'Etat dans un délai maximum de quarante-cinq jours ». C'est le premier ministre Lansana Beavogui qui devrait logiquement lui succéder : il a été toujours considéré comme très proche de l'ancien président. Mais la réalité du pouvoir est concentrée en Guinée entre les mains du parti, le PDG (Parti démocratique guinéen). Ce qui pourrait profiter au demi-frère de l'ancien président, Ismaël Touré, voire au « numéro deux » du régime, Moussa Diakité, ou au président de l'Assemblée, Damontang Camara.



Ahmed Sékou Touré : un homme énergique et une volonté peu commune

DE LA « REVOLUTION VIOLENTE » AU « REALISME PRAGMATIQUE »

LA foule crie « Vive de Gaulle ! », mais aussi « Silly » (éléphant), le symbole de la Guinée et de son parti, le PDG-RDA de Sékou Touré, lui-même qualifié parfois de « silly ». Quelqu'un explique au général le sens du mot, et, en toute modestie, de Gaulle croit un instant que les Africains le comparent à l'empereur de la forêt... Venant de Brazzaville, où il vient de prononcer le fameux discours sur l'indépendance de l'Afrique noire, le général semble touché par l'accueil populaire. Par précaution, on lui donne une copie du discours que Sékou Touré va prononcer dans quelques instants. Malheureusement pour la suite de l'histoire des relations franco-guinéennes, de Gaulle ne le lira pas.

Revêtu du boubou blanc et de la toque de feutre, le tribun extraordinaire de Conakry veut frapper un grand coup face à de Gaulle. Sur un ton très ferme, il crie : « Nous ne renoncrons pas à notre droit légitime et naturel à l'indépendance. Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage. » Des formules qui ne choquent pas outre-mesure les différents personnages qui entourent le général. Mais de Gaulle, lui, est très choqué. A tel point qu'il n'entend pas Sékou Touré dire : « Nous voulons être de libres citoyens de nos Etats africains, membres de la Communauté franco-africaine. » C'est très exactement ce que de Gaulle est venu proposer à Conakry. Sékou Touré ne veut visiblement pas couper les ponts avec l'ancienne métropole. Mais de Gaulle ne peut accepter la « leçon » du « silly ». « Voilà un individu avec lequel nous ne pourrions jamais nous entendre. Nous n'avons plus rien à faire ici. Allons, la chose est claire : le 29 septembre (1958) au matin, la France s'en ira. » Et à son entourage interrogé, il ajoute : « La Guinée, Messieurs, n'est pas indispensable à la France. Qu'elle prenne ses responsabilités. »

Celui qui a ainsi osé dire « non » à de Gaulle en août

1958 ne mange que du riz, des mets africains et des fruits. Il ne boit que de l'eau. Dans ses discours fleuves — ils durent parfois six heures —, il dénonce violemment le tribalisme et la paresse, l'incapacité et la corruption. Ancien postier, il sort de l'école de la CGT, comme d'autres leaders indépendantistes des années cinquante : le Nigérien Djibo Bakari ou le Camerounais Um

Plus d'une douzaine de « complots » (vrais ou faux) vont ponctuer l'histoire du pays

Nyobe. Né en 1922 de parents pauvres, dans un petit village de la Haute-Guinée, Ahmed Sékou Touré est, selon ses biographes officiels, par sa grand-mère maternelle, un arrière-petit-fils de l'Almamy Samory Touré, le fondateur d'un grand empire qui résista longtemps aux colonisateurs français. Ce que contestent hétérodoxes et opposants. Mais c'est pour cela que Sékou Touré ne peut tolérer qu'on qualifie Samory de « tyran » et Napoléon de « héros » en sa présence.

Adolescent, on l'appelait le « petit sorcier » parce qu'il résolvait toujours les « colles » du maître. Mais il est renvoyé de l'école parce qu'il manifestait des opinions trop frondeuses, allant jusqu'à créer un « comité d'enfants » ou chacun enseignait aux autres la matière qu'il connaissait le mieux.

Il s'affirme très vite comme un militant syndicaliste intransigeant et populaire. Avant l'indépendance, lorsque le gouvernement français tente de le « récupérer » en lui proposant de l'argent, afin qu'il provoque la scission de la CGT d'AOF (Afrique occidentale française) pour créer une centrale autonome, Sékou Touré

empêche l'argent non pas pour s'enrichir mais pour le reverser aussitôt dans les caisses du PDG, le Parti démocratique de Guinée, que la France a donc indirectement et involontairement financé.

Il impressionne toujours ses visiteurs. Son regard, fixé droit dans les yeux, y est pour quelque chose. On y voit tout son orgueil et son talent, sa volonté et son magnétisme. Ses idoles politiques sont Abraham Lincoln, mais aussi Saint-Just. Aujourd'hui encore, dans la brousse africaine, son populisme et sa personnalité lui assurent des succès sans précédent. Dans la campagne voltaïque, on raconte même que c'est lui qui a « par sa magie » fait pleuvoir, il y a à peine deux ans, après une énième sécheresse.

Mais c'est le « non » à de Gaulle qui lui assure le plus de succès. Des milliers d'enfants ont reçu le prénom de Sékou, en Guinée et ailleurs, en hommage à son courage et à son orgueil. Mais le prix payé par la Guinée a été très élevé. En 1958, les Français s'en vont, des Guinéens aussi.

Car le régime est vite atteint par une maladie tragique : la complotite. Plus d'une douzaine de « complots » — vrais ou faux — vont ponctuer l'histoire du pays. Les vrais sont organisés par certains services « spéciaux » français ou portugais. Les faux servent à Sékou Touré pour se débarrasser, de façon brutale, des concurrents les plus dangereux. Des Guinéens de l'étranger cherchant à le chasser, Sékou répond par une répression impitoyable. En 1976, il n'hésite pas à lancer ses miliciens contre tout un peuple — les Peuls — accusé en bloc de vouloir sa chute.

Sa politique étrangère est étonnante. D'abord il tente de se rapprocher des Américains, pour sortir de son isolement. Puis il noue avec les Soviétiques. Ceux-ci lui ont-ils envoyé vraiment des... chasse-neige, comme le dit la rumeur publique ? Vrai ou faux, peu importe, les Soviétiques ne sont visiblement pas à la hauteur de la tâche. Durant les

« années noires » — de 1958 à 1975 — seul Pechiney demeure toujours en Guinée. Puis, Sékou Touré accepte de reprendre le dialogue avec la France, et amorce un retour en force vers les pays occidentaux.

Après le voyage officiel de Giscard d'Estaing à Conakry, en 1978, la brouille est terminée. Conakry rejoint peu à peu le camp des « modérés », dont il devient le porte-parole, avec la même fougue que du temps où il était le leader des pays « progressistes ». De « la révolution violente » au « réalisme pragmatique » de ces dernières années, le chemin paraît long et paradoxal. Mais Sékou Touré est d'abord un nationaliste intransigent. Celui qui parcourait la brousse, à pied sous la pluie, dans les années cinquante, pour prêcher l'indépendance, a pu déclarer peu avant sa mort : « Nous avons forgé une nation. » Dans le sang.

Elio Comarin

LE GOULAG SOUS LES COCOTIERS

A Conakry, il suffit d'une dizaine de minutes pour se rendre de la somptueuse cité « des cinquante villas », — construite pour accueillir les chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine, qui devraient normalement y tenir sommet en mai, — au sinistre camp Boiro, où des centaines de prisonniers politiques ont succombé aux coups, aux tortures à l'électricité ou à la « diète totale », autrement dit, un assassinat par la faim.

C'est là, dans un des quinze camps de ce type qui parsèment le territoire guinéen, que le premier secrétaire de l'OUA a trouvé la mort dans des conditions atroces : si l'on en croit un de ses compagnons de geôle, Amadou Diallo, qui a pu, après avoir quitté la Guinée, écrire un bouleversant témoignage, Diallo Telli a succombé sans jugement à la « diète noire » — privation d'eau et de nour-

riture dans une cellule totalement fermée — un an avant la visite de Giscard d'Estaing à Conakry. Et alors que Sékou Touré entretenait toujours une hallucinante correspondance avec Telli, un homme d'une noblesse rare qui à l'agonie, se préoccupait avant tout du sort de son continent : Sekou Touré écrivait à ce « traître antipeuple » qu'il n'avait « pas peur de lui ».

Bien d'autres ont subi le sort de Diallo Telli, victimes de l'insensée paranoïa d'un potentat obnubilé par les complots, et friand de purges « préventives ». La terreur de Sekou Touré a rempli les camps ou prisons spéciales de deux mille à quatre mille prisonniers d'opinion, systématiquement torturés, selon Amnesty International, et provoqué d'innombrables « disparitions ». Elle a aussi amené près de deux millions de Guinéens « à voter avec leurs pieds » : autrement dit,

près du quart de la population guinéenne a dû trouver refuge à l'étranger.

Le président, évidemment, se défendait d'être un « dictateur sanguinaire » : il l'avait affirmé sans rire lors de sa dernière visite en France, en 1982, se payant même le luxe de défier « quiconque de trouver en Guinée quelqu'un d'emprisonné pour des raisons politiques ». Les régulières accusations des organisations humanitaires internationales contre les atteintes portées par son régime aux droits de l'homme avaient le don de l'exaspérer. Sa plus mémorable sortie avait valu un tombeau d'injures en 1977 au PS et à son premier secrétaire de l'époque, respectivement traités de « parti de la souillure » et « d'avocat du mensonge », parce qu'un militant socialiste d'origine guinéenne avait dénoncé les pratiques du président guinéen au congrès de Vannes.

GUERRE DU GOLFE : DES IRANIENS ONT BIEN ETE VICTIMES D'ARMES CHIMIQUES

L'ONU est formelle : du gaz moutarde a effectivement été déversé sur des combattants khomeinistes, mais rien ne prouve la culpabilité de l'Irak

DES armes chimiques ont bien été utilisées au cours des dernières semaines contre les forces iraniennes, confirme le rapport de la commission d'enquête de l'ONU qui vient d'être rendu public à New York. Les quatre toxicologues — un Australien, un Espagnol, un Suisse et un Suédois — qui, à la demande de l'ONU, ont séjourné en Iran du 13 au 19 mars, ont formellement identifié, lors de leurs investigations, deux gaz de combat : gaz moutarde (ypérite) et gaz innervant (Tabun). Leurs conclusions ont été confirmées par des laboratoires suisses et suédois.

Les experts de l'ONU ont pu examiner des bombes chimiques, aussi bien à Téhéran où certaines d'entre elles avaient été ramenées, que dans deux zones proches du front sud où ils se sont rendus, Shatt e-Ali et Hoor ul-Huwaizeh. Ces bombes (dont certaines n'avaient pas explosé), longues de plus de deux mètres et pesant 135 kg, contenaient une substance liquide noirâtre et visqueuse, le fameux gaz moutarde. Sur leur enveloppe verdâtre aucune marque distinctive, à l'exception d'un code, toujours le même, « BR 250 WP ». En revanche leurs détonateurs portaient l'inscription suivante : « Pour délai d'explosion de moins de six secondes enlever la vis. Voyant rouge : danger. Esp-MU 09 Lot 83.01 ». Ces quelques mots en espagnol.

La mission d'enquête de l'ONU a également examiné, dans les hôpitaux d'Ahwaz et de Téhéran, quarante et un décès iraniens blessés par gaz et une douzaine de cadavres.

Leur rapport note que « les résultats des examens cliniques et des analyses cadrent parfaitement avec les descriptions des lésions causées par des substances vésicantes et plus particulièrement par celles que provoquent la moutarde et le soufre ». Les personnes touchées — après l'explosion de bombes lancées d'avions et après un délai variant de vingt minutes à quatre heures — avaient d'abord souffert de problèmes oculaires, puis de lésions cutanées, notamment aux aisselles et aux parties génitales. Les experts ont également relevé que la grande majorité des « brûlés » souffraient de leucopénie (perte de leucocytes dans le sang), les rendant très sensibles aux infections. En revanche, la mission de l'ONU n'a guère relevé de traces de mycotoxines que l'hôpital de l'université de Gand, en Belgique, a découvertes sur certains blessés iraniens qui lui ont été envoyés.

En conclusion, les quatre experts de l'ONU affirment

que « des armes chimiques, sous forme de bombes d'avion, ont été utilisées dans les zones » qu'ils ont inspectées. Mais ils ajoutent n'avoir « eu ni le temps ni les ressources nécessaires pour déterminer en quelle quantité ces agents techniques ont été utilisés ». Et il est à noter que dans leur rapport de vingt-huit pages ils ne mentionnent qu'une seule fois l'Irak. Le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, soupçonné par certains diplomates occidentaux de faire la part trop belle aux doléances de Téhéran dans son conflit avec Bagdad — c'est de son propre chef, « pour raisons humanitaires », qu'il a envoyé une commission d'enquête en Iran — s'est lui-même montré très prudent, en n'accusant pas formellement l'Irak et en condamnant à nouveau « l'utilisation d'armes chimiques, d'où qu'elles viennent et en quelque circonstance que ce soit ».

Les belligérants ne cessent de le proclamer : ils sont prêts à employer « tous les moyens » pour abattre l'autre

Curieusement l'Iran ne tirait guère triomphe — hier du moins — de la publication du rapport de l'ONU. Et le représentant permanent de la République islamique aux Nations unies constatait simplement que, « même si le Conseil de sécurité condamne l'Irak, cela ne garantira pas qu'il cessera ses attaques chimiques ».

Les Irakiens, eux, continuent de démentir l'emploi d'armes chimiques contre les Iraniens qu'ils accusent d'avoir « lancé une campagne de guerre psychologique ». Et ils sont prêts, affirment leurs plus hauts responsables, à accueillir à leur tour « une commission scientifique ou médicale neutre », qui mènerait une contre enquête. « Il est tout de même curieux, nous a dit un expert occidental bien en cours à Bagdad, que la commission d'enquête de l'ONU n'ait pas demandé, ou n'ait pas été invitée par les autorités de Téhéran, à visiter l'usine pétrochimique de Marv Dacht, près de Chiraz. » Bagdad prétend qu'une grave explosion a ravagé, le 19 février dernier, cette usine — inaugurée par de Gaulle en 1963 — et que c'est de ce site que viendraient les gazés iraniens. Les Irakiens ont, eux, fait visiter, la semaine dernière

à des journalistes, leurs usines d'Akachat et d'Al-Qaim (phosphates et engrais) soupçonnées de fabriquer des armes chimiques. Ce que les ingénieurs étrangers qui y travaillaient ont formellement démenti.

Mais cela ne prouve bien entendu pas que l'Irak ne fabrique pas ailleurs le Tabun et le gaz moutarde, considérés par les spécialistes mondiaux comme « des armes de pauvres », en raison de leur facilité de fabrication, dans des installations relativement sommaires, et donc à l'abri de tout regard indiscret d'étrangers. Depuis des années l'Irak s'est intéressé à la chimie, civile et militaire.

Mais l'Iran en a fait autant. Sous le chah, la chimie irannienne était la plus puissante du Moyen-Orient. Et si elle a incontestablement souffert du chambardement provoqué par la Révolution islamique, les dirigeants de Téhéran ont depuis deux ans cherché à rattraper leur retard en matière de guerre chimique. D'autant plus qu'ils étaient parfaitement au courant des possibilités de l'Irak qu'ils ont déjà accusé, en 1983.

Aussi il y a fort à parier que le rapport de la commission d'enquête de l'ONU ne mettra guère fin à une « affaire » — aux aspects encore bien mystérieux — qui n'a fait que confirmer l'âpreté de la guerre du Golfe. D'ailleurs les deux belligérants ne cessent de le proclamer : ils sont prêts à employer « tous les moyens » pour abattre l'autre. Aussi il n'est pas impossible que la guerre chimique s'étende sur le front irano-irakien. Comme pour la dissuasion nucléaire, tout dépendra de « l'avancement des travaux » et de la maîtrise de l'arme chimique dans chacun des deux pays. Bien plus que la convention de Genève de 1925, c'est l'équilibre de la terreur chimique des deux camps pendant la Seconde Guerre mondiale qui a évité le renouvellement de la triste expérience de la Première Guerre mondiale. Où la guerre chimique avait fait 400 000 morts.

Jacques de Vernis

ETATS-UNIS : LA GUERRE DES ETOILES EST LANCEE

Les Etats-Unis vont engager immédiatement les études préliminaires à la mise en place du système de défense contre les missiles balistiques proposé il y a un an par le président Reagan, a annoncé hier le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger. Le général James Abrahamson, administrateur associé de la NASA pour les vols spatiaux habités,



Ils seront bientôt à bord de l'« Esterel »

BEYROUTH : UN DIPLOMATE FRANÇAIS CIBLE DES TERRORISTES

Le responsable des services culturels de l'ambassade de France grièvement blessé par balles, alors que se poursuit le retrait des soldats français

UN diplomate français, Sauveur Gliozzo, secrétaire général des services culturels de l'ambassade de France à Beyrouth, a été grièvement blessé hier matin, alors qu'il se rendait de son domicile à l'ambassade. Selon un témoin, trois hommes à bord d'une voiture ont ouvert le feu avec un pistolet muni d'un silencieux, l'atteignant de quatre balles. Il a été immédiatement transporté à l'hôpital américain qui se trouve à proximité. Son état, selon les chirurgiens, était jugé critique.

Sauveur Gliozzo, qui était en poste à Beyrouth depuis le 13 octobre 1982, a été atteint d'une balle dans la tête, une dans le poumon, une dans la hanche et une dans l'abdomen. Il souffre d'une hémorragie interne. La vitrine du magasin de chaussures devant lequel il a été abattu compte deux impacts de balles. Une troisième a éraflé le mur. Le 3 janvier dernier, le chauffeur du consul de France avait été tué par balles. Le 13 janvier, Mme Eliane de Chico, épouse du directeur du centre culturel français, avait également été blessée dans un attentat du même type.

D'autre part, le retrait des

soldats français de Beyrouth s'est poursuivi hier. Deux cent cinq soldats ont embarqué au port de Beyrouth à bord du car-ferry Esterel — y rejoignant quelque 250 autres qui avaient embarqué dimanche —

La situation sur le front et la banlieue sud continue à se dégrader

à destination des côtes françaises qu'ils devraient rejoindre après une traversée de trois jours.

Quatre-vingt un véhicules, blindés, camions, jeeps et voitures particulières, ont également été chargés à bord de l'Esterel alors que l'escorteur d'escadre d'Estrées et la frégate lance-missiles Duquesne croisaient très près du port de Beyrouth en protection. Un « groupe d'alerte », soit douze hommes du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) ont d'autre part débarqué mardi à Beyrouth où ils sont arrivés à bord de l'Esterel avec pour mission, selon le commandant de cette unité, le lieutenant Lionel Chesneau, d'assurer « la protection des personnalités civiles et militaires appelées à embarquer d'ici à la fin de l'opération » de retrait. Celle-ci doit officiellement prendre fin samedi prochain. Aucune précision n'a pu être obtenue sur l'identité de ces personnalités.

A ce jour, selon les chiffres fournis de source militaire française, 500 hommes du contingent français (fort de 1 250 soldats) ont embarqué depuis le début de l'opération, dimanche dernier. 186 véhicules et de

nombreux containers de matériel ont en outre été chargés à bord de l'Esterel et de navires militaires.

Le car-ferry devait quitter définitivement Beyrouth hier et rejoindre les côtes de Provence après une escale à Chypre pour y faire le plein de mazout. L'embarquement des hommes et du matériel s'est déroulé sous la protection des commandos de marine, qui assurent la couverture de toute l'opération de retrait. Démontage et « remise en état » se sont parallèlement poursuivis sur les positions françaises, situées sur la ligne de démarcation coupant Beyrouth en deux.

La situation sur le front de Beyrouth et de sa banlieue sud continue à se dégrader et des obus se sont encore abattus mardi matin sur les quartiers est et sud-est de Beyrouth, faisant, selon un premier bilan, 30 blessés au sein de la population civile. Le bombardement a visé les quartiers d'Achrafieh, au cœur du secteur est de la capitale, ainsi que Badaro, Tahwita et Jisr el Wati, dans les faubourgs sud-est. Les radios des milices chrétiennes et du parti des Kataeb (phalanges) ont lancé un appel à la prudence et demandé aux habitants de s'abstenir de circuler et de rester vigilants, alors que les hôpitaux lançaient un appel aux donneurs de sang.

Les Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) ont menacé de riposter aux sources de tirs localisées, selon elles, dans le secteur ouest de Beyrouth, si les bombardements se poursuivaient. Cette flambée de violence est intervenue au lendemain d'une journée de bombardements violents qui avaient fait 10 tués et 53 blessés dans les deux parties de la capitale.